



Bécancour, 18 avril 2018

En qualité d'élus municipaux, nous avons un certain devoir de leadership et partageons un désir commun de participer à *faire la différence*.

En ce sens, le conflit de travail chez ABI, à l'approche du 100^e jour de lock-out cette semaine, nous concerne et nous préoccupe. Notre présence dans nos communautés locales et/ou régionales nous amène à mesurer, chaque jour, les conséquences désastreuses de ce conflit : pertes, douleurs, appréhensions.

La finalité est pourtant la même pour nous tous.

**FAIRE DE L'ALUMINIUM À BÉCANCOUR
DURANT LES 25 PROCHAINES ANNÉES**

Nous souhaitons simplement être en mode solution, au-delà des interprétations.

Notre lecture de la situation repose majoritairement sur deux hypothèses :

- 1- La dimension des enjeux.
- 2- La base du langage de négociation.

Dimensions des enjeux

Les stratégies et décisions qu'elles soient patronales ou syndicales se passent loin au-dessus de nous. Nous croyons que Bécancour sert de prototype dans ce grand débat. Un combat de titans, disait le professeur Bernatchez, où s'affrontent les diktats syndicaux et patronaux. Nous avons cette conviction que nous sommes victimes de cette lutte d'image, d'exemple à donner et nous souhaitons en ressortir le moins amoché possible!

Le langage des parties

Le langage syndical repose sur les conditions de travail, les acquis.
Le langage patronal repose sur la productivité et le profit.

Nous ne croyons pas que des avancées soient possibles sans des échanges basés sur cet objectif compris et partagé de faire de l'aluminium durant les 25 prochaines années, un langage de pérennité de l'entreprise.

À ce moment-ci du conflit, notre préoccupation et nos inquiétudes se situent au niveau de TEMPS.

De part et d'autre, le temps use, il érode, il brise et nous éloigne toujours davantage d'une solution harmonieuse. Et, pendant qu'on laisse le temps passer, d'autres s'organisent, la compétition se raffine, on apprend à se passer d'ABI.

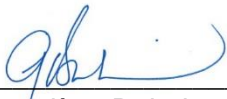
Le terrain de jeux n'est pas Bécancour, ni le Québec, ni le Canada : c'est le monde!

Et nous ne pouvons pas nous résigner à baisser les bras.

Nous sous signés, maires et préfets de la zone économique sous régionale Bécancour, Nicolet, Trois-Rivières, touchée directement par le conflit, souhaitons faire appel à une nouvelle médiation.

Tenant compte des impacts majeurs au niveau de nos municipalités.
Tenant compte de la dimension "provinciale" du conflit et du fait que le Gouvernement du Québec dispose de moyens humains techniques et légaux pour ce faire.

Nous exhortons le gouvernement provincial particulièrement la ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Mme Dominique Vien, à tenter un urgent et sérieux effort de médiation afin de comprendre et mesurer les écarts qui séparent les parties et mettre en place les mécanismes du dialogue nécessaires à une solution intelligente et partagée.



Geneviève Dubois, mairesse
Ville de Nicolet, préfète MRC Nicolet



Jean-Guy Dubois, maire
Ville de Bécancour



Yves Lévesque, maire
Ville de Trois-Rivières



Mario Lyonnais, maire
Municipalité de Sainte-Françoise, préfet
MRC Bécancour